



C/35/4

ORIGINAL : anglais

DATE : 23 août 2001

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES
GENÈVE

CONSEIL

Trente-cinquième session ordinaire
Genève, 25 octobre 2001

PROJET DE PROGRAMME ET BUDGET POUR
L'EXERCICE BIENNAL 2002-2003

présenté par le Secrétaire général

Introduction

1. Conformément à l'article 27.2) de la Convention, le projet de programme et budget est présenté ci-après au Conseil pour approbation.
2. Le projet de programme et budget porte principalement sur les quatre sous-programmes suivants :
 - UV.1 Politique générale en matière de protection des obtentions végétales
 - UV.2 Amélioration des services fournis aux Parties contractantes / Mise en place d'un système efficace de protection des obtentions végétales
 - UV.3 Extension du champ d'application de la protection des obtentions végétales
 - UV.4 Relations extérieures.
3. Le projet de programme et budget pour l'exercice biennal 2002-2003 prévoit des dépenses d'un montant total de 7 538 000 francs suisses. Les recettes sont estimées à 6 411 000 francs suisses. À la fin de l'exercice biennal 2002-2003, les réserves seront de 1 000 000 francs suisses, ce qui est considéré comme suffisant.

4. Le Bureau de l'Union comptera 14 postes (aucun changement par rapport au budget révisé 2000-2001).

5. Afin de maintenir les réserves financières à un niveau de l'ordre de 10% des dépenses budgétisées, qui constitue l'objectif visé, des mesures devront être envisagées au niveau des recettes pour l'exercice biennal 2004-2005.

6. Le Conseil de l'UPOV est invité à approuver les propositions figurant dans le projet de programme et budget établi pour l'exercice biennal 2002-2003, y compris le montant des contributions des États membres, le plafond maximal proposé pour les dépenses inscrites au budget ordinaire et le nombre total de postes pour le Bureau de l'Union.

[La table des matières suit]

TABLE DES MATIÈRES

A. Considérations de politique générale

- **Enjeux et grandes lignes du programme**
- **Renforcement d'un Bureau de l'Union élargi**
- **Structure du projet de programme**
- **Structure du projet de budget**
- **Évaluation de l'exécution**

B. Programme et budget proposé pour l'exercice biennal 2002-2003

C. Présentation du programme

UV.1 Politique générale en matière de protection des obtentions végétales

UV.2 Amélioration des services fournis aux Parties contractantes / Mise en place d'un système efficace de protection des obtentions végétales

UV.3 Extension du champ d'application de la protection des obtentions végétales

UV.4 Relations extérieures

D. Budget révisé pour l'exercice biennal 2000-2001

E. Recettes pour l'exercice biennal 2000-2003

F. Indicateurs financiers pour la période 1996-2005

Annexes I à III

La mission de l'UPOV

**Mettre en place et promouvoir un système efficace de protection
des variétés végétales afin d'encourager l'obtention
de variétés améliorées, dans l'intérêt de tous**

A. Considérations de politique générale

Enjeux et grandes lignes du programme

7. Le programme et budget de l'UPOV pour l'exercice biennal 2002-2003 se caractérise par :

- ◆ une réorientation et une rationalisation des activités de programme face à des enjeux d'une portée considérable;
- ◆ la nécessité de consolider d'une façon viable un Bureau de l'Union élargi.

8. Au cours du prochain exercice biennal 2002-2003, il deviendra encore plus urgent de protéger efficacement les obtentions végétales de façon à promouvoir l'amélioration des plantes. Les variétés modernes constituent l'un des moyens les plus efficaces pour relever les défis que constituent la sécurité alimentaire, la production agricole durable, la préservation de ressources limitées, l'accroissement des revenus dans les zones rurales et le développement en général. L'obtention de variétés à haut rendement exige d'importants investissements en savoir-faire, en ressources financières et en temps. Des progrès considérables seront réalisés au cours du prochain exercice biennal dans le domaine des techniques d'amélioration de pointe. Par ailleurs, dans de nombreux pays en développement, il est nécessaire de créer des variétés qui soient adaptées à des cadres de culture déterminés et qui suivent l'évolution des systèmes de production.

9. Dans le cadre de la Convention UPOV, l'Union a pour mandat de gérer et de développer le système de façon à *garantir la qualité des titres de protection* octroyés par les Parties contractantes. L'intérêt du système dépendra de plus en plus du coût lié au système de protection. Que les coûts se situent principalement au niveau des services nationaux participant à l'examen des variétés ou au niveau des obtenteurs dans le cadre des systèmes d'examen reposant sur les obtenteurs, l'Union doit *œuvrer pour une réduction des coûts* pour éviter que des charges financières supplémentaires ne pèsent sur le produit final que constitue la variété protégée. L'adhésion à l'Union et la participation à un système harmonisé à l'échelon international devraient être économiquement avantageuses pour chaque Partie contractante.

10. Au cours de la dernière décennie, le nombre des Parties contractantes de la Convention UPOV a sensiblement augmenté. À la fin de 1991, l'Union comptait 20 membres; au début de l'exercice biennal 2002-2003, le nombre de membres sera de 50. Les pays en développement et les pays en transition vers une économie de marché sont de plus en plus

conscients que des variétés améliorées ouvrent la voie au développement du secteur agricole et de l'ensemble de l'économie. De plus en plus de pays réalisent que les variétés modernes constituent un produit de haute technicité qui offrent des possibilités sur le plan commercial et sont capables de créer des revenus à condition que soit créé un cadre juridique fiable pour la protection de la propriété intellectuelle. Bon nombre de ces pays financent traditionnellement la recherche agricole et l'amélioration des plantes à l'aide de fonds publics; par suite des restrictions qui affectent les budgets publics, ils doivent chercher d'autres moyens appropriés pour faire face aux dépenses de façon à poursuivre les activités de recherche et de sélection.

11. La prise de conscience croissante des avantages qu'offrent les économies ouvertes est à l'origine de l'engagement de protéger les variétés végétales inscrit dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC). Il est réaliste de penser que la Convention pourrait compter 60 Parties contractantes à la fin de l'exercice biennal 2002-2003.

**États ou organisations qui ont engagé auprès du Conseil de l'UPOV
la procédure d'adhésion à l'Union (20)**

Azerbaïdjan, Bélarus, Costa Rica, Égypte, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Honduras, Inde, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Maroc, République de Corée, Tadjikistan, Tunisie, Venezuela, Yougoslavie, Zimbabwe, Communauté européenne, Organisation africaine de la propriété intellectuelle (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo (16)).

**Autres États en relation avec le Bureau de l'Union en vue d'élaborer
une législation conforme à la Convention UPOV (38)**

Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Barbade, Burundi, Chypre, Cuba, Djibouti, Dominique, El Salvador, Fidji, Ghana, Grèce, Guatemala, Indonésie, Islande, Jamaïque, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maurice, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Pérou, Philippines, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande, Tonga, Turkménistan, Turquie, Viet Nam, Zambie.

12. Les États et organisations susmentionnés ont exprimé le souhait de coopérer avec l'UPOV à l'élaboration d'une législation efficace en termes de protection des variétés végétales. Cela exige *un effort particulier de la part de l'Union pour aider et conseiller de nouveaux membres et des membres potentiels à mettre en œuvre une protection applicable aux variétés végétales.*

13. Il faut s'attendre que l'augmentation du nombre de titres de protection octroyés selon le système de l'UPOV (actuellement environ 7 000 par an) se poursuivra au cours de l'exercice biennal à venir. Le nombre total de titres octroyés selon le système de l'UPOV est estimé à plus de 100 000. Il existe actuellement environ 50 000 titres de protection valables. Les variétés protégées pouvant être librement utilisées pour la création d'autres variétés dans le cadre du système de l'UPOV, elles constituent l'une des *sources les plus importantes de variation génétique et une ressource phytogénétique extrêmement précieuse.*

14. L'UPOV a donc un rôle important à jouer dans le débat en cours sur la biodiversité et les ressources phytogénétiques utilisables pour l'alimentation et l'agriculture. Il existe une demande pour la création d'une *base de données des descriptions variétales* en vue non seulement de rendre la protection plus efficace mais aussi d'accroître la transparence dans le domaine des ressources phytogénétiques.

15. La protection des variétés végétales est un domaine très spécialisé. Les principes fondamentaux et les points développés dans la Convention UPOV ne sont pas connus du grand public. Les organisations internationales qui s'appuient sur les fonds publics sont tenues d'expliquer leur rôle et leurs activités et de participer au dialogue public sur les questions relevant de leur domaine de responsabilité. Dans ce contexte, l'Union doit renforcer son *image de marque et sa présence publique* au cours du prochain exercice biennal.

16. Le système de protection *sui generis* de l'UPOV est adapté aux variétés végétales. Il existe des liens avec d'autres formes de protection de la propriété intellectuelle qui pourraient compléter le système de l'UPOV ou qui pourraient déborder sur ce système. Le lien le plus évident est celui qui existe avec le système des brevets. Le débat en cours sur la protection des ressources phytogénétiques, des savoirs traditionnels, des indications géographiques, des privilèges des agriculteurs ainsi que sur les formes indirectes de protection des variétés, que laissent entrevoir de nouvelles possibilités dans le domaine du génie génétique, appelle une attention particulière de la part de l'Union au cours du prochain exercice biennal.

17. Les grands axes du programme établi pour l'exercice biennal 2000-2001 demeurent, pour une large part, valables pour l'exercice biennal 2002-2003. Toutefois, l'Union et le Bureau de l'Union devront accorder une plus grande attention aux points suivants :

- ◆ services fournis aux Parties contractantes en vue d'améliorer l'efficacité du système des droits d'obtenteur et d'en réduire le coût;
- ◆ adoption d'une méthode systématique de formation et d'enseignement qui tienne compte de l'augmentation du nombre des nouvelles Parties contractantes attendue pour les années à venir;
- ◆ renforcement de la présence publique de l'Union et du Bureau de l'Union;
- ◆ incidences réciproques d'autres formes de protection de la propriété intellectuelle en vue de conserver la valeur du système de l'UPOV.

Renforcement d'un Bureau de l'Union élargi

18. Face à l'élargissement de la gamme d'activités consécutif à l'augmentation du nombre des membres de l'Union, le programme et budget 2000-2001 prévoyait un poste supplémentaire d'administrateur dont le titulaire serait chargé principalement des activités relatives aux pays en transition vers une économie de marché ainsi qu'un poste supplémentaire dans la catégorie des services généraux aux fins de l'appui du programme.

19. Au cours de sa cinquante-neuvième session, tenue en avril 2000, le Comité consultatif a examiné le document CC/59/5, intitulé "L'évolution des activités et de la structure organisationnelle du Bureau de l'UPOV", qui explique la nécessité de créer deux postes

supplémentaires d'administrateur pour fournir les conseils et apporter la coopération dont la région Asie et Pacifique et les pays africains et arabes ont de plus en plus besoin, ainsi qu'en vue de renforcer les activités dans le domaine technique. Il y était dit qu'il serait possible de financer ces postes supplémentaires pour une période de deux ans (2000 et 2001) à partir des ressources accumulées dont l'Union n'a pas besoin à des fins de réserve. Il était aussi indiqué que, si les suggestions faites à propos de la dotation en personnel étaient adoptées, il serait souhaitable d'envisager une augmentation de la contribution pour l'exercice biennal 2002-2003. Le Comité consultatif a pris note des suggestions faites (voir les paragraphes 19 à 25 du document CC/59/7).

20. La nouvelle structure a été mise en place en avril 2001. La nouvelle structure du Bureau de l'Union qui, si l'on tient compte des services des consultants engagés précédemment, se traduit par un gain net d'un poste d'administrateur, permet de mener des activités supplémentaires, principalement dans les pays africains et les pays arabes, qui appellent une augmentation, pour l'essentiel, des dépenses de fonctionnement, des dépenses relatives aux missions de fonctionnaires et du nombre des conférenciers extérieurs participant à des ateliers, à des séminaires et à des cours de formation.

Structure du projet de programme

21. Le Comité consultatif a examiné, à sa soixante et unième session tenue en avril 2001, le programme de travail à moyen terme du Bureau de l'UPOV (voir le document CC/61/4). Ce programme comportait des propositions relatives à des orientations et des objectifs stratégiques, sur lesquels s'articulaient des activités déterminées. En outre, un diagramme, indiquant les activités par sous-programme pour l'exercice 2000-2001, a aussi été fourni. Les orientations et objectifs stratégiques du programme de travail à moyen terme serviront aussi de lignes directrices pour l'exercice biennal 2002-2003. Les activités devront toutefois être classées par ordre de priorité compte tenu des ressources financières et du personnel disponibles.

22. Après examen de la liste des activités, il a été convenu que la structure par sous-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 pourrait être condensée par rapport à l'exercice biennal 2000-2001, ce qui présenterait aussi l'avantage de simplifier le groupement des activités et des ressources. La structure proposée pour l'exercice biennal 2002-2003 s'établit ainsi :

Sous-programme 1 : Politique générale en matière de protection des obtentions végétales—Ce sous-programme couvre les orientations touchant à la politique générale ainsi que la coordination des activités de l'Union, selon les modalités définies par les organes directeurs (Conseil et Comité consultatif) et le Secrétaire général de l'Union.

Sous-programme 2 : Amélioration des services fournis aux Parties contractantes / Mise en place d'un système efficace de protection des obtentions végétales—Il s'agira notamment de veiller à la bonne organisation du Comité administratif et juridique, du Comité technique et de ses groupes de travail techniques, et de fournir les services nécessaires à ces organes ainsi que des conseils juridiques et des avis techniques.

Sous-programme 3 : Extension du champ d'application de la protection des obtentions végétales—Il s'agira notamment de fournir des conseils, une assistance et une formation aux Parties contractantes actuelles et potentielles.

Sous-programme 4 : Relations extérieures—Il s'agira notamment de renforcer l'audience de l'UPOV, d'élaborer des produits d'information à destination du public et de promouvoir les relations avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales.

On trouvera dans la partie D (budget révisé pour 2000-2001) une présentation de la structure du sous-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 et de la structure proposée pour l'exercice 2002-2003.

Structure du projet de budget

23. Le budget proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 s'élève à 7 538 000 francs suisses. Ce montant représente une augmentation de 1 551 000 francs suisses, ou de 25,9%, par rapport au budget révisé pour 2000-2001 qui s'établissait à 5 987 000 francs suisses. Les recettes pour l'exercice 2002-2003 sont estimées à 6 411 000 francs suisses, ce qui correspond à une augmentation de 223 000 francs suisses, ou 3,6%, par rapport au montant révisé des recettes prévues pour l'exercice biennal 2000-2001 qui s'élevait à 6 188 000 francs suisses. Le budget proposé présente un déficit de 1 328 000 francs suisses, qui est financé à l'aide des réserves. Le tableau 1 récapitule, à des fins de comparaison, les chiffres correspondant au budget, aux recettes et aux réserves. On trouvera des explications plus détaillées sur le budget dans les sections où sont présentés le budget révisé 2000-2001 et le budget proposé 2002-2003.

Tableau 1. Budget, recettes et réserves 2000-2001 et 2002-2003
(en milliers de francs suisses)

	2000-2001 Chiffres initiaux A	Variation		2000-2001 Chiffres révisés C=A+B	Variation		2002-2003 E=C+D
		B	B/A (%)		D	D/C (%)	
A. Budget	6 591	(604)	(9,2)	5 987	1 551	25,9	7 538
B. Recettes	6 166	22	0,4	6 188	223	3,6	6 411
Différence, B-A	(425)	626		201	(1 328)		(1 127)
C. Réserves ^a	1 500			2 126			999

^a Fin de l'exercice biennal

24. Il semble que le programme et budget pour l'exercice biennal 2002-2003 soit financièrement réaliste, une part importante du financement des activités étant assurée au moyen des réserves. Le niveau des réserves devrait être de 2 126 000 francs suisses à la fin de 2001, ce qui représente 36% des dépenses inscrites au budget de l'exercice biennal en cours. D'après le document CC/59/5, les réserves et les fonds de roulement devraient se situer à environ 10% des dépenses inscrites au budget. À la fin de 2003, leur niveau devrait baisser à 999 000 francs suisses.

25. En ce qui concerne la viabilité financière pour les exercices biennaux postérieurs à 2003 et étant entendu qu'il n'est pas envisageable que les réserves puissent constituer une source de financement importante parce qu'elles équivaldront à près de 10% des dépenses inscrites au budget, le programme et budget devra prévoir soit une augmentation des recettes, soit une diminution des activités, ou les deux. La section consacrée aux recettes contient des précisions sur des augmentations de recettes possibles au-delà du prochain exercice biennal.

Évaluation de l'exécution

26. L'introduction à l'UPOV d'un budget établi en fonction d'objectifs stratégiques pendant l'exercice biennal 2000-2001 a entraîné un déplacement de l'attention des activités vers les résultats, qui s'est traduit, dans le programme et budget 2000-2001, par la formulation d'objectifs, de résultats escomptés et d'indicateurs d'exécution pour chaque sous-programme. Au cours du prochain exercice biennal, cette méthode d'établissement du programme et du budget axée sur les résultats sera encore développée. Un système d'évaluation de l'exécution du programme de l'UPOV sera donc introduit et des indicateurs d'exécution seront utilisés. L'évaluation de l'exécution à l'UPOV remplira une double fonction. Premièrement, ce système sera synonyme de plus grande transparence à l'égard des États membres et, deuxièmement, il constituera un outil pédagogique qui permettra à l'UPOV de mieux accomplir sa tâche sur le long terme. Les conclusions relatives à l'évaluation de l'exécution seront présentées dans des rapports annuels d'évaluation de l'exécution, dont le premier sera soumis au Comité consultatif de l'UPOV au printemps 2003; il y sera rendu compte de l'avancement des tâches entreprises pendant l'année 2002 dans la perspective des résultats escomptés tels qu'ils sont définis dans le programme et budget établi pour l'exercice biennal 2002-2003. Un rapport d'évaluation de l'exécution pour l'ensemble de l'exercice biennal sera présenté au Comité consultatif au printemps 2004; il y sera indiqué dans quelle mesure les résultats escomptés auront été atteints pour l'ensemble de l'exercice biennal.

[La section B suit]

B. Programme et budget proposé pour l'exercice biennal 2002-2003

27. Le budget correspondant à l'ensemble du programme des activités à mener par l'UPOV pendant l'exercice biennal 2002-2003 s'élève à 8 368 000 francs suisses. Ce montant se décompose en 7 538 000 francs suisses inscrits au budget ordinaire (voir le tableau 1 dans le chapitre "Considérations de politique générale") et 830 000 francs suisses financés à partir de ressources extrabudgétaires. Il est prévu que ce dernier montant sera financé à raison d'environ 430 000 francs suisses dans le cadre de fonds fiduciaires et de 400 000 francs suisses par l'OMPI, au titre d'activités de projet communes d'intérêt mutuel. Il n'est pas tenu compte dans ces estimations de contributions en nature. Le tableau 2 contient un plan des ressources pour les exercices biennaux 2000-2001 et 2002-2003.

Tableau 2. Plan des ressources 2000-2001 et 2002-2003
(en milliers de francs suisses)

<i>Budget et Ressources disponibles</i>	<i>Budget ordinaire</i> <i>A</i>	<i>Ressources extra-budgétaires</i> <i>B</i>	<i>Total des ressources</i> <i>C=A+B</i>
Budget 2000-2001			
1. Budget révisé	5 987	611	6 598
Ressources disponibles 2000-2001			
2. Montant révisé des recettes	6 188	611	6 799
3. +/- Transfert du/vers solde fonds	(201)	--	(201)
4. Montant total des ressources	5 987	611	6 598
Budget 2002-2003			
5. Budget initial	7 538	830	8 368
Ressources disponibles 2002-2003			
6. Recettes initiales	6 411	750	7 161
7. +/- Transfert du/vers solde fonds	1 127	80	1 207
8. Montant total des ressources	7 538	830	8 368
<i>Solde</i>	<i>Budget ordinaire</i> <i>A</i>	<i>Ressources extra-budgétaires</i> <i>B</i>	<i>Total des ressources</i> <i>C=A+B</i>
9. Niveau au 31/12/1999	1 925	262	2 187
10. +/- Transfert du/vers solde fonds	201	--	201
11. Niveau au 31/12/2001	2 126	262	2 388
12. +/- Transfert du/vers solde fonds	(1 127)	(80)	(1 207)
13. Niveau au 31/12/2003	999	182	1 181
14. Pourcentage des dépenses budgétisées	13	n/c	n/c

28. Le tableau ci-dessus fait la synthèse de l'évolution des recettes et des dépenses au sein de l'UPOV et indique les soldes des fonds comprenant les réserves et les fonds de roulement. En ce qui concerne le budget ordinaire, il ressort que l'excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice 2000-2001 a provoqué une augmentation des réserves équivalente, alors que l'excédent des dépenses sur les recettes pendant l'exercice biennal 2002-2003 diminue d'autant les réserves. On peut aussi noter que, d'ici à la fin de 2003, le niveau des réserves correspondant au budget ordinaire devrait représenter 13% des dépenses budgétisées. Or le montant exigé des réserves est de 754 000 francs suisses soit 10% des dépenses budgétisées.

Le montant des réserves est donc suffisant pour permettre de couvrir les risques inhérents aux recettes, tels que la fluctuation des recettes et le paiement des contributions, ainsi que le coût des versements effectués lors de la cessation de services de membres du personnel.

29. Les variations budgétaires par objet de dépense entre les exercices 2000-2001 et 2002-2003 figurent dans le tableau 3. Les dépenses effectuées en 1998-1999 s'élèvent à 5 894 000 francs suisses. Le budget révisé pour 2000-2001 s'élève à 5 987 000 francs suisses, soit une augmentation de moins de 2%. Le budget proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 atteint 7 538 000 francs suisses, soit une augmentation de 25,9% par rapport au budget révisé 2000-2001. Cette augmentation est aussi imputable soit à des variations du programme, soit à des variations des coûts. Ainsi qu'il ressort de la partie D, l'augmentation du budget de 25,9% est due principalement à un accroissement important des coûts (plus 31,9%) imputable aux conséquences, sur toute la durée de l'exercice biennal, des décisions répercutées dans le budget révisé établi pour l'exercice 2000-2001. La part de l'inflation est de 1,8% par an. Les variations du programme indiquées dans la colonne C attestent une baisse de 6%.

Tableau 3. Budget pour 2002-2003 : variations budgétaires par objet de dépense
(en milliers de francs suisses)

Objet de dépense	Dépenses 1998-1999	Budget 2000-2001 révisé A	Variation des ressources						Budget 2002-2003 proposé G=A+F
			Programme		Coûts		Total		
			Montant C	% C/A	Montant D	% D/A	Montant E=C+D	% E/A	
Dépenses de personnel									
Postes	3 004	2 916	(127)	(4,4)	1809	62,0	1 682	57,7	4 598
Agents temporaires	127	20	-	-	-	-	-	-	20
Total	3 131	2 936	(127)	(4,3)	1 809	61,6	1 682	57,3	4 618
Voyages officiels et bourses									
Missions de fonctionnaires	357	350	17	4,9	13	3,7	30	8,6	380
Fonctionnaires nationaux	43	80	17	21,3	3	3,8	20	25,0	100
Bourses	-	20	(1)	(5,0)	1	5,0	-	-	20
Total	400	450	33	7,3	17	3,8	50	11,1	500
Services contractuels									
Conférences	140	200	2	1,0	8	4,0	10	5,0	210
Consultants	167	290	(174)	-	4	-	(170)	-	120
Publications	31	50	(2)	(4,0)	2	4,0	-	-	50
Autres	236	220	(104)	(47,3)	4	1,8	(100)	(45,5)	120
Total	574	760	(278)	(36,6)	18	2,4	(260)	(34,2)	500
Dépenses de fonctionnement									
Locaux & entretien	174	175	66	37,7	9	5,1	75	42,9	250
Communication & autres	1 523	1 600	(56)	(3,5)	56	3,5	-	-	1 600
Total	1 697	1 775	10	0,6	65	3,7	75	4,2	1 850
Matériel et fournitures									
Mobilier & matériel	76	50	(2)	(4,0)	2	4,0	-	-	50
Fournitures	16	16	3	18,8	1	6,3	4	25,0	20
Total	92	66	1	1,5	3	4,5	4	6,1	70
TOTAL	5 894	5 987	(361)	(6,0)	1 912	31,9	1 551	25,9	7 538

30. La plupart des changements relatifs aux dépenses autres que les dépenses de personnel indiquées dans le tableau 3 sont la conséquence de modifications dans la répartition au sein des principaux objets de dépenses, les montants globaux correspondant à ces principales catégories ne subissant que des fluctuations limitées. Au total, les changements relatifs aux dépenses autres que les dépenses de personnel aboutissent à une baisse de 131 000 francs suisses, contre une augmentation de 1 682 000 francs suisses en ce qui concerne les dépenses de personnel.

31. Dans la catégorie des voyages, l'augmentation proposée en ce qui concerne les missions est nécessaire compte tenu du plan de travail élargi et du personnel plus nombreux; il en va de même pour le financement des voyages de fonctionnaires nationaux. Le montant proposé pour les bourses demeure constant par rapport au niveau de 2000-2001.

32. Les dépenses de fonctionnement pour l'exercice biennal 2002-2003 s'élèvent à 1 850 000 francs suisses, soit 250 000 francs suisses pour les locaux et l'entretien et 1 600 000 francs suisses au titre des autres dépenses. Le montant de 250 000 francs suisses marque une progression de 75 000 francs suisses du fait de la nécessité de disposer de davantage de locaux à usage de bureaux. Le montant correspondant aux dépenses de communications et autres (1 600 000 francs suisses) reste au niveau du budget révisé 2000-2001 et correspond au remboursement de services fournis par l'OMPI à l'UPOV. Les montants à rembourser représentent 21,2% du budget de l'UPOV pour l'exercice biennal 2002-2003. Ce montant a été déterminé à partir d'une analyse des services fournis par l'OMPI à l'UPOV et en fonction du volume attendu de ces services pour l'exercice biennal 2002-2003 et des coûts y relatifs.

33. Le matériel et les fournitures restent, pour l'essentiel, au même niveau par rapport au budget révisé correspondant à l'exercice 2000-2001, à l'exception d'ajustements mineurs dus à l'inflation.

34. Il existe une différence notable au niveau des dépenses de personnel entre le budget révisé 2000-2001 et le budget proposé pour l'exercice 2002-2003. En outre, il convient de noter, d'une part, que le nombre de postes demeure inchangé par rapport au budget révisé 2000-2001 et, d'autre part, que le montant des dépenses pour les agents temporaires n'évolue pas. Le nombre total de postes pour le Bureau de l'UPOV reste fixé à 14. Contrairement au budget révisé pour l'exercice 2000-2001, qui prévoyait que certains de ces postes demeureraient vacants pendant la plus grande partie de l'exercice biennal, d'où des économies importantes pour cette période, ces postes devraient être totalement occupés au cours du prochain exercice biennal. L'augmentation des coûts qui peut être observée dans ces deux exercices biennaux est principalement imputable aux dépenses liées à la pleine occupation de ces postes. Les variations du programme sont notamment imputables à des reclassements de postes, en particulier au déclassement proposé d'un poste de grade D à un poste de grade P. Le tableau 4 montre le nombre de postes actuels et proposés ainsi que leur ventilation par grade. Le poste de secrétaire général est inclus dans ces chiffres, mais sans aucune conséquence financière puisque le directeur général actuel de l'OMPI a refusé de recevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de secrétaire général de l'UPOV.

Tableau 4. Budget 2002-2003 : variation par catégorie de postes
(en milliers de francs suisses)

<i>Catégorie de postes</i>	<i>Budget 2000-2001 initial A</i>	<i>Variation B-A</i>	<i>Budget 2000-2001 révisé B</i>	<i>Variation C-B</i>	<i>Budget 2002-2003 proposé C</i>
Directeurs	3	1	4	(1)	3
Administrateurs	3	1	4	2	6
Services généraux	6	-	6	(1)	5
TOTAL	12	2	14	-	14

35. En ce qui concerne le classement des dépenses par programme, on trouvera au tableau 5 les dépenses proposées par sous-programme.

Tableau 5. Budget 2002-2003 : allocations par objet de dépense détaillé
(en milliers de francs suisses)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Sous-programme</i>				<i>Total</i>
	<i>UV.1</i>	<i>UV.2</i>	<i>UV.3</i>	<i>UV.4</i>	
Dépenses de personnel					
Postes	335	1 746	1 306	1 211	4 598
Agents temporaires	5	5	5	5	20
Total	340	1 751	1 311	1 216	4 618
Voyages officiels et bourses					
Missions de fonctionnaires	-	30	200	150	380
Fonctionnaires nationaux	11	5	84	-	100
Bourses	-	-	20	-	20
Total	11	35	304	150	500
Services contractuels					
Conférences	50	50	60	50	210
Consultants	-	60	60	-	120
Publications	-	-	-	50	50
Autres	10	20	40	50	120
Total	60	130	160	150	500
Dépenses de fonctionnement					
Locaux & entretien	-	250	-	-	250
Communications & autres	-	1 600	-	-	1 600
Total	-	1 850	-	-	1 850
Matériel et fournitures					
Mobilier & matériel	-	50	-	-	50
Fournitures	-	20	-	-	20
Total	-	70	-	-	70
TOTAL	411	3 836	1 775	1 516	7 538

36. Comme cela a déjà été indiqué dans le chapitre intitulé “Considérations de politique générale”, le programme et budget proposé pour l’exercice biennal 2002-2003 est divisé en quatre sous-programmes : politique générale en matière de protection des obtentions végétales; amélioration des services fournis aux Parties contractantes et mise en place d’un système efficace de protection des obtentions végétales; extension du champ d’application de la protection des obtentions végétales; et relations extérieures. Les dépenses de personnel ont été réparties entre les sous-programmes en fonction du temps que le personnel devrait

consacrer à chaque sous-programme. En ce qui concerne les dépenses autres que les dépenses de personnel, elles ont été réparties entre les sous-programmes compte tenu des activités correspondantes prévues. Il convient de noter que les dépenses partagées avec l'OMPI sont regroupées dans le cadre du sous-programme 2.

[La section C suit]

C. Présentation du programme

Sous-programme UV.1

Politique générale en matière de protection des obtentions végétales

Objectifs :

- ◆ Orientations politiques et gestion à l'échelon exécutif.
- ◆ Planification, mise en œuvre et évaluation du programme et budget.

Généralités

37. Le système de l'UPOV constitue la seule forme *sui generis* efficace et harmonisée à l'échelle internationale de protection des obtentions végétales. Le présent sous-programme établit le cadre dans lequel s'inscriront la définition des politiques, la gestion et la coordination des travaux de l'Union et des autres sous-programmes du programme général de l'UPOV sous la direction du Secrétaire général et des organes directeurs (Conseil et Comité consultatif).

Activités

- ◆ Tenue de deux sessions du Conseil et deux sessions du Comité consultatif par année.
- ◆ Coordination, suivi et évaluation de l'exécution du programme et budget pour l'exercice biennal 2002-2003.
- ◆ Élaboration et adoption du programme et budget pour l'exercice biennal 2004-2005.

Sous-programme UV.2

Amélioration des services fournis aux Parties contractantes / Mise en place d'un système efficace de protection des obtentions végétales

Objectifs :

- ◆ Maintenir et améliorer la qualité de la protection assurée par le système de l'UPOV.
- ◆ Jeter et développer les bases juridiques et techniques de la coopération internationale en fonction d'une conception harmonisée de la protection des obtentions végétales selon l'Acte de 1991 de la Convention.

Généralités

38. L'évolution de la Convention UPOV depuis près de quarante ans démontre qu'il s'agit d'un outil propice à la promotion de l'amélioration des plantes au profit de la société. Les progrès techniques, l'extension du champ d'application des principes de la protection des obtentions végétales à la quasi-totalité des régions du monde et à des États aux niveaux de développement économique très différents, et les activités en cours dans des domaines d'action voisins obligent les Parties contractantes de l'UPOV à appliquer les dispositions de la Convention dans des conditions qui changent constamment. Il est fondamental d'arriver à une interprétation concertée et de donner des orientations claires.

39. L'accent tout particulier mis sur la coopération et les échanges internationaux dans le domaine technique de la protection des obtentions végétales constitue l'une des principales caractéristiques de l'Union. La protection peut être accordée si une variété se distingue nettement des autres variétés, si elle est suffisamment homogène dans ses caractères pertinents et si elle est stable, c'est-à-dire si ses caractères pertinents restent inchangés à la suite de ses reproductions ou multiplications successives. La réponse à la question de savoir si ces conditions de protection sont remplies repose normalement sur des essais aux fins desquels il est nécessaire de cultiver la variété. Afin d'obtenir des résultats qui peuvent être comparés dans toute l'Union, il convient d'élaborer des méthodes harmonisées d'examen des variétés et de les actualiser en fonction de l'expérience acquise. Une telle harmonisation favorise la coopération, la spécialisation et l'échange de résultats entre les services nationaux responsables de la protection des obtentions végétales. C'est l'un des facteurs les plus importants dans la mise en œuvre d'un système efficace à un coût raisonnable.

40. La poursuite du développement juridique et technique de ce système se fait principalement dans le cadre des sessions du Comité administratif et juridique, du Comité technique, des groupes de travail techniques et de leurs sous-groupes. Le Bureau est chargé d'organiser ces réunions et de fournir la documentation appropriée.

<u>Résultats escomptés</u>	<u>Indicateurs d'exécution</u>
1. Plus grande harmonisation au niveau international de la mise en œuvre de la Convention UPOV.	1. Proposition au Conseil de l'UPOV ou à ses comités ou adoption par ces instances de directives administratives et juridiques concernant la mise en œuvre de la Convention UPOV.
2. Plus grande harmonisation au niveau international des particularités techniques applicables à l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité des nouvelles variétés.	2. Proposition au Conseil de l'UPOV ou à ses comités ou adoption par ces instances de principes directeurs techniques pour la conduite de l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité des nouvelles variétés.
3. Détermination du rôle de la publication des descriptions variétales.	3. Proposition au Conseil de l'UPOV ou adoption par celui-ci d'une politique relative à la publication des descriptions variétales.
4. Plus grande harmonisation au niveau international des dénominations variétales.	4. Proposition au Conseil de l'UPOV ou adoption par celui-ci de principes directeurs actualisés de l'UPOV en ce qui concerne les dénominations variétales.

Activités

- ◆ Quatre sessions du Comité administratif et juridique, deux réunions du Comité technique, douze réunions des groupes de travail techniques.
- ◆ Élaboration et mise à jour de principes directeurs techniques et d'avis juridiques.
- ◆ Évaluation de nouvelles méthodes d'examen DHS.
- ◆ Élaboration d'un document type sur la mise en œuvre de la Convention UPOV du point de vue administratif et juridique.
- ◆ Après adoption de la nouvelle introduction générale à l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité et à l'harmonisation des descriptions des obtentions végétales, élaboration et adoption des documents techniques correspondants (documents TGP).
- ◆ Élaboration d'un concept pour une base de données sur les descriptions variétales et la publication de ces descriptions.
- ◆ Révision des principes directeurs de l'UPOV pour les dénominations variétales.

Sous-programme UV.3

Extension du champ d'application de la protection des obtentions végétales

Objectifs :

- ◆ Aider les gouvernements à mettre en place des systèmes efficaces de protection du droit d'obtenteur.
- ◆ Aider les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement et des pays en transition vers l'économie de marché, à élaborer et à adopter une législation conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

Généralités

41. Il est nécessaire d'aider, à leur demande, les Parties contractantes qui ont récemment adhéré à l'Union à mettre en place leur propre système de protection des obtentions végétales, conformément aux dispositions de la Convention UPOV. L'objectif est de leur permettre de tirer pleinement parti des avantages et des incitations économiques que le système est susceptible de créer. L'un des avantages les plus remarquables pour les Parties contractantes est qu'elles bénéficient immédiatement de l'expérience acquise par l'Union au cours de plusieurs décennies d'activité. Cela devrait leur permettre de mettre en place un système efficace dans un délai relativement court.

42. Plus de cinquante États de tous les continents, tout en n'étant pas Parties contractantes, ont néanmoins clairement manifesté leur intérêt pour la mise en place d'un système de protection des obtentions végétales fondé sur les principes élaborés par l'Union. Un grand nombre de ces pays ont engagé un échange de vues approfondi sur ce sujet avec le Bureau de l'Union. En sa qualité de principal organisme chargé des questions relatives à la protection des obtentions végétales, l'UPOV a l'obligation de leur apporter son aide et ses conseils. Cela nécessite une démarche méthodique, conforme au niveau d'information requis dans chaque cas particulier. Parmi les initiatives s'inscrivant dans ce cadre figurent des rencontres préliminaires avec les gouvernements afin de fournir des informations générales sur la protection des obtentions végétales, des séminaires visant à mieux faire connaître la protection des obtentions végétales parmi les milieux concernés (fonctionnaires nationaux, associations d'obtenteurs et d'agriculteurs), des ateliers destinés à mettre en évidence des éléments spécifiques de la protection des obtentions végétales et des cours de formation à l'intention des examinateurs techniques et des administrateurs. L'extension du champ d'application du système de l'UPOV au niveau régional accroîtra son efficacité globale.

43. Les ressources prévues dans le budget ordinaire de l'UPOV pour financer les activités inscrites à ce sous-programme sont extrêmement limitées. Aussi, ce programme a pour objectif principal de définir un cadre dans lequel le Bureau de l'Union essaiera de compléter ses ressources avec des ressources extrabudgétaires et grâce à un appui non financier apporté par les Parties contractantes et d'autres organes. Cet appui extrabudgétaire consiste, par exemple, dans les éléments suivants :

- ◆ les fonds fiduciaires financés par le Gouvernement japonais;
- ◆ les ressources mises à disposition dans le cadre du programme de coopération avec l'OMPI;
- ◆ l'appui financier apporté par le Gouvernement espagnol pour les séminaires organisés en Amérique latine;
- ◆ l'appui non financier apporté par les Gouvernements français et allemand.

<u>Résultats escomptés</u>	<u>Indicateurs d'exécution</u>
1. Adoption par un nombre croissant d'États d'une base juridique pour la protection des obtentions végétales, conformément au système de l'UPOV.	1.1 Nombre de commentaires sur les lois et règlements d'application. 1.2. Commentaires formulés sur les lois et règlements d'application qui ont été pris en considération par les États.
2. Mise en œuvre de la protection des obtentions végétales.	2.1 Proposition au Conseil ou adoption par cette instance du principe de la fourniture d'une formation et d'une assistance, par exemple au moyen de l'enseignement à distance. 2.2 Nombre d'activités de formation lancées/mises en œuvre.
3. Expansion géographique du système de l'UPOV.	3. Nombre de Parties contractantes en plus.
4. Renforcement de la coopération internationale et spécialisation dans la protection des obtentions végétales.	4.1 Nombre d'accords bilatéraux et régionaux sur la protection des obtentions végétales. 4.2 Publication d'informations sur l'expérience acquise en matière d'examen DHS.
5. Mesures d'encouragement pour le développement de l'agriculture et de l'ensemble de l'économie des États concernés.	5.1 Nombre de titres octroyés. 5.2 Nombre de titres en vigueur.

Activités

- ◆ Élaboration et adoption du principe de la fourniture d'une formation et d'une assistance aux Parties contractantes qui ont adhéré récemment à l'Union et aux États qui envisagent de mettre en œuvre un système de protection des obtentions végétales, y compris une série de documents types.
- ◆ Fourniture de conseils aux gouvernements, organisation de 16 séminaires/réunions techniques (deux par année pour l'Amérique latine, l'Afrique, les pays en transition et la région Asie et Pacifique).
- ◆ Démarche méthodique pour aligner l'offre sur la demande, notamment sur le plan financier, en vue d'assurer une formation approfondie des examinateurs DHS et des administrateurs.

Sous-programme UV.4

Relations extérieures

Objectifs :

- ◆ Mieux faire connaître l’UPOV et renforcer son influence.
- ◆ Conserver l’attractivité du système de l’UPOV.
- ◆ Mieux faire comprendre le rôle de l’UPOV et ses activités.
- ◆ Valoriser l’image de marque de l’UPOV.

Généralités

44. Ces dernières années, l’UPOV s’est sensiblement mieux fait connaître du public. Cela est dû en partie à un plus grand intérêt pour la protection de la propriété intellectuelle en général. L’Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) de 1994 oblige les membres de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) à mettre en place un système efficace de protection des obtentions végétales. Étant donné que les obtentions végétales constituent une ressource phytogénétique importante, elles sont concernées par les dispositions de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et par la révision en cours de l’Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l’alimentation et l’agriculture. Les incidences de ces accords internationaux sur la Convention UPOV et vice versa sont de plus en plus évidentes.

45. Les progrès techniques et la nécessité d’assurer une protection efficace, les préoccupations liées à la conservation des savoirs autochtones et la définition des droits des agriculteurs ont mis en évidence le rôle du système de l’UPOV en tant que forme *sui generis* de protection de la propriété intellectuelle. Dans ce contexte, l’UPOV doit expliquer et préciser son rôle et les réponses qu’elle apporte aux questions soulevées dans ces domaines connexes.

46. Il convient d’utiliser, dans une large mesure et de façon systématique, les moyens de communication modernes, notamment les documents imprimés et les supports électroniques, pour mieux expliquer à un public plus large le rôle de l’UPOV et ses positions.

<u>Résultats escomptés</u>	<u>Indicateurs d'exécution</u>
1. Reconnaissance par les organisations intéressées de l'importance du système de l'UPOV.	1.1 Nombre d'occasions où l'UPOV est invitée à participer à des réunions d'organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales ou à y présenter des exposés. 1.2 Intégration de dispositions conformes aux principes de l'UPOV dans les accords internationaux.
2. Meilleure connaissance des principes fondamentaux de la Convention UPOV par un public plus large.	2.1 Nombre de demandes de renseignements reçues. 2.2 Nombre de mentions dans la presse du système de l'UPOV. 2.3 Nombre de consultations du site Web de l'UPOV.

Activités

- ◆ Inventaire et mise à jour du matériel et des méthodes d'information de l'UPOV (documents imprimés et site Web), y compris l'élaboration d'une politique d'établissement des prix.
- ◆ Étude des conséquences de la mise en œuvre d'un système de protection des obtentions végétales.
- ◆ Participation à des réunions d'organisations internationales, y compris des ONG.
- ◆ Examen des effets de la protection par brevet des inventions biotechnologiques; organisation d'un séminaire en 2002.

[La section D suit]

D. Budget révisé pour l'exercice biennal 2000-2001

47. Le projet de programme et budget de l'UPOV pour l'exercice biennal 2000-2001 (voir le document C/33/4), prévoyait, dans le cadre du budget ordinaire, des recettes et des dépenses qui s'élevaient respectivement à 6 166 000 francs suisses et 6 591 000 francs suisses, et 12 postes fixes. Ce document a été modifié par un additif au projet de programme et budget pour l'exercice biennal 2000-2001 (voir le document C/33/4 Add.). Cet additif ne portait pas sur les allocations budgétaires, mais prévoyait le reclassement d'un poste d'administrateur en poste de directeur. Le programme et budget pour l'exercice biennal 2000-2001 (voir les documents C/33/4 et C/33/4 Add.) a été adopté ultérieurement, lors de la trente-troisième session ordinaire du Conseil de l'UPOV, tenue à Genève le 20 octobre 1999 (voir le paragraphe 31 du document C/33/18).

48. À la suite de la décision susmentionnée, le Comité consultatif, à sa cinquante-neuvième session, tenue à Genève le 7 avril 2000, a examiné un document sur l'évolution des activités et la structure administrative du Bureau de l'UPOV (voir le document CC/59/5). Ce document traitait de questions de personnel (il mentionnait le reclassement d'un poste d'administrateur en poste de directeur et proposait la création de deux nouveaux postes d'administrateur) et mettait en évidence les incidences budgétaires tant pour les recettes que pour les dépenses. En particulier, il était indiqué que les contributions acquittées par les États membres pourraient augmenter dans l'avenir. Le comité a pris note de ces propositions (voir les paragraphes 19 et suivants du document CC/59/7).

49. Enfin, le Bureau a procédé à un examen préliminaire de la situation financière pour l'exercice biennal en cours, en tenant compte en particulier de l'adhésion de nouveaux États membres et des retards qui sont intervenus dans l'organisation du Bureau et la mise en place du personnel au sein de celui-ci. Ces retards se sont traduits par des économies sur certaines dépenses prévues. L'augmentation des recettes et la réduction des dépenses au cours de l'exercice biennal 2000-2001 ont entraîné une hausse du solde des fonds prévu, ce qui s'est traduit par un accroissement des réserves disponibles pour l'avenir et un report à l'exercice 2002-2003 d'une augmentation inéluctable des contributions dues par les États membres.

50. Le tableau 1 indique clairement les modifications des recettes, des dépenses et du solde des fonds entre le budget initial établi pour l'exercice 2000-2001 et le budget révisé pour le même exercice. Les recettes devraient progresser de 22 000 francs suisses et passer à 6 188 000 francs suisses, principalement grâce aux nouvelles adhésions à l'Union. Les dépenses devraient diminuer de 604 000 francs suisses pour s'établir à 5 987 000 francs suisses, essentiellement en raison des emplois vacants (voir le tableau 3).

51. Le programme et budget pour l'exercice biennal 2000-2001 est divisé en sept sous-programmes, alors que le programme et budget pour l'exercice 2002-2003 en compte quatre. Cette nouvelle présentation est due aux changements intervenus dans l'organisation du Bureau et à un réaménagement des activités. Afin de faciliter la comparaison entre les exercices biennaux, le tableau 6 présente le budget 2000-2001 révisé en fonction de la nouvelle structure du programme applicable pour l'exercice 2002-2003. Il faudra partir du budget 2000-2001 révisé, établi en fonction de la nouvelle structure du programme, pour procéder à toute comparaison avec le projet de budget élaboré pour l'exercice 2002-2003.

Tableau 6. Budget 2000-2001 révisé, présenté conformément à la structure du programme 2002-2003 : allocations budgétaires
(en milliers de francs suisses)

<i>Budget 2000-2001 révisé</i>		<i>Budget 2000-2001 révisé</i>	
<i>Structure du programme 2002-2003</i>	<i>Montant</i>	<i>Structure du programme 2000-2001</i>	<i>Montant</i>
UV.01 Politique générale en matière de protection des obtentions végétales	233	UV.01 Organes directeurs de l'UPOV – Conseil et Comité consultatif	233
UV.02 Amélioration des services fournis aux Parties contractantes / Mise en place d'un système efficace de protection des obtentions végétales	3 299	UV.02 Développement progressif du droit international et pratiques administratives en ce qui concerne la protection des obtentions végétales	377
		UV.03 Renforcement, sur le plan technique, du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV et suivi des techniques émergentes	1 076
		UV.07 Services d'appui administratif	1 846
UV.03 Extension du champ d'application de la protection des obtentions végétales	1 168	UV.05 Assistance technique	1 168
UV.04 Relations extérieures	1 287	UV.04 Coopération avec le gouvernement d'États membres ou d'États non membres, avec des organisations intergouvernementales (OIG), notamment l'OMPI, et avec des organisations non gouvernementales (ONG), en ce qui concerne des questions intéressant l'UPOV	647
		UV.06 Communication externe et internationale et relations publiques	640
TOTAL	5 987	TOTAL	5 987

[La section E suit]

E. Recettes pour l'exercice biennal 2002-2003

52. Le plan des ressources qui figure dans la section consacrée au projet de programme et budget pour l'exercice biennal 2002-2003 (voir le tableau 2) fait apparaître trois types de ressources différents : i) les ressources prévues dans le cadre du budget ordinaire, ii) les fonds fiduciaires et iii) les contributions dans le cadre de l'accord de coopération avec l'OMPI.

i) Recettes ordinaires pour l'exercice biennal 2002-2003 : le montant total des recettes prévues dans le budget ordinaire pour l'exercice biennal 2002-2003 s'élève à 6 411 000 francs suisses. Ce chiffre marque une progression de 201 000 francs suisses ou de 3% par rapport au montant révisé des recettes pour l'exercice 2000-2001, qui s'élevait à 6 188 000 francs suisses. Les recettes initiales pour l'exercice 2000-2001 s'élevaient à 6 166 000 francs suisses (voir le tableau 1). Les principaux changements pour le prochain exercice biennal sont dus à l'augmentation prévue du montant total des contributions découlant de l'accroissement du nombre des États membres de l'UPOV. Ces prévisions se fondent en particulier sur un nombre d'unités de contribution de 56 en 2002 et de 57 en 2003 (en hausse par rapport au nombre d'unités de contribution en 2001 qui était de 54,8) et sur la proposition de maintenir la valeur de l'unité de contribution à 53 641 francs suisses pour les deux prochaines années. La liste des contributions des États membres connus pour cette période figure à l'annexe II du présent document.

Outre les contributions des États membres, l'UPOV tire des ressources de la vente de publications, des intérêts bancaires sur les réserves et les fonds de roulement et d'autres recettes diverses, notamment les remboursements au titre des fonds fiduciaires. À l'exclusion des contributions, toutes ces sources prises ensemble devraient fournir 5% des recettes ordinaires de l'UPOV pour l'exercice biennal 2002-2003. Les recettes détaillées par source, pour les deux exercices, sont présentées dans le tableau 7.

Tableau 7. Recettes 2000-2001 et 2002-2003 : variation par source
(en milliers de francs suisses)

	2000-2001 Initiales A	Variation		2000-2001 Révisées C=A+B	Variation		2002-2003 Estimées E=C+D
		B	B/A (%)		D	D/C (%)	
Contributions	5 836	22	0,4	5 858	203	3,5	6 061
Publications	70	-	-	70	30	42,9	100
Intérêts	200	20	10,0	220	(20)	(9,1)	200
Autres	60	(20)	(33,3)	40	10	25,0	50
TOTAL	6 166	22	0,4	6 188	223	3,6	6 411

ii) Ressources extrabudgétaires : il s'agit des fonds fiduciaires, qui sont des contributions financières volontaires versées au Bureau de l'Union par un État membre et généralement destinées à financer un programme d'activité déterminé faisant l'objet d'un accord entre le Bureau de l'Union et le pays donateur. Au cours de l'exercice biennal 2000-2001, le montant total des fonds fiduciaires versés par des gouvernements à l'UPOV devrait s'élever à 350 000 francs suisses (voir le tableau 2). Sans préjuger des décisions

souveraines des pays donateurs, le montant global des fonds fiduciaires pour le prochain exercice biennal devrait rester au même niveau. Il est à noter que les contributions non financières (contributions en nature), en particulier dans le domaine de l'assistance technique et des activités de formation, ne sont pas inscrites au budget de l'UPOV. Par ailleurs, une contribution d'environ 400 000 francs suisses devrait être versée par l'OMPI.

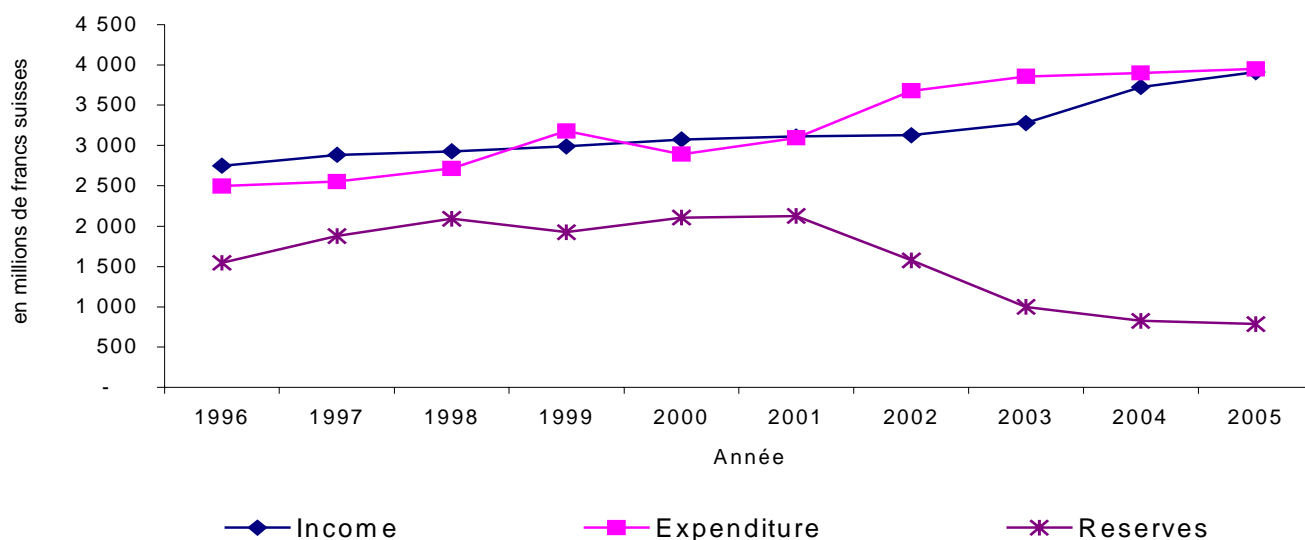
[La section F suit]

F. Indicateurs financiers pour la période 1996-2005

53. Le programme et budget pour l'exercice biennal 2002-2003 comprend, pour la première fois, une présentation des indicateurs financiers couvrant une période de dix ans, y compris deux années au-delà du nouvel exercice biennal, ainsi que des renseignements sur le passé proche. La présentation des indicateurs financiers est destinée à situer le budget proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 dans son contexte : indiquer les tendances et évaluer la viabilité financière pour l'avenir. Ces renseignements sont destinés à faciliter l'examen du projet de programme et budget par les États membres et leurs décisions en la matière et ne doivent pas être interprétés comme signifiant un quelconque engagement ou accord financier au-delà de 2003. Le tableau 8 et le graphique ci-dessous montrent l'évolution du budget ordinaire en ce qui concerne les recettes, les dépenses et les fonds de réserve et de roulement.

Tableau 8. Recettes, dépenses et réserves pour la période 1996-2005
(en millions de francs suisses)

	<i>Montants effectifs</i>					<i>Prévisions</i>				
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Recettes	2 750	2 886	2 927	2 990	3 075	3 113	3 129	3 282	3 726	3 910
Dépenses	2 499	2 553	2 715	3 179	2 893	3 094	3 679	3 859	3 900	3 950
Réserves	1 547	1 880	2 092	1 925	2 107	2 126	1 576	999	825	785



54. Il ressort que le niveau des recettes a dépassé celui des dépenses au cours des trois derniers exercices biennaux, ce qui se traduit par une augmentation du solde des fonds. La mise en œuvre intégrale du programme et budget pendant l'exercice 2002-2003 aboutirait à une réduction sensible du montant des réserves, ce qui les rapprocherait de l'objectif visé fixé à 10% des dépenses inscrites au budget. Au cours de l'exercice suivant (2004-2005), les dépenses devraient encore dépasser les recettes, de sorte que les réserves atteindraient le

niveau visé. Toutefois, pendant cet exercice, il ne pourrait pas y avoir le même écart entre les dépenses et les recettes et le déficit d'exploitation devra être divisé par cinq. À cette fin, il conviendra de modifier les recettes et les dépenses. Les prévisions actuelles du Bureau s'établissent de la façon indiquée ci-après.

55. Montant des dépenses après 2003 : en raison de l'inflation, le montant des dépenses devrait augmenter au cours de l'exercice biennal 2004-2005. Le nombre de postes étant maintenu à 14 et les activités étant du même ordre qu'au cours de l'exercice 2002-2003, les dépenses inscrites au budget ordinaire devraient s'élever à 7 850 000 francs suisses. Ce chiffre est donné à titre purement indicatif et il n'est pas demandé aux États membres de l'approuver.

56. Sources de recettes après 2003 : compte tenu du programme d'activité et de la nécessité de réduire le déficit d'exploitation, les recettes doivent augmenter pendant l'exercice 2004-2005. Les recettes devraient s'élever à 7,6 millions de francs suisses. On trouvera ci-après un résumé des possibilités d'augmentation des recettes par source.

- ◆ Contributions des États membres : l'unité de contribution est fixée à 53 641 francs suisses depuis 1995. L'absence d'actualisation de l'unité de contribution par rapport à la hausse de l'inflation s'est traduite par une perte de valeur cumulée de 11% pour la période de huit ans comprise entre 1995 et la fin de 2003. En outre, compte tenu des ajustements inférieurs au taux d'inflation dont l'unité de contribution a fait l'objet depuis 1980, la perte de valeur cumulée a dépassé 40% au cours de ces 23 années. L'indexation de la valeur de l'unité de contribution sur l'inflation prévue pour les années postérieures à 2003 semble constituer un moyen souple de contribuer à assurer la viabilité financière de l'UPOV à moyen terme. L'adhésion de nouveaux membres se traduirait par une augmentation des recettes, mais la charge de travail augmenterait aussi.
- ◆ Recettes provenant des publications : les produits de l'UPOV commercialisés actuellement sont : le CD-ROM de l'UPOV, la collection des textes et des documents importants, la collection des lois et des traités, les documents relatifs à des séminaires et d'autres publications relatives à des sujets précis. Le Bureau de l'Union a l'intention d'examiner la politique des prix et de tarification pour ces produits et envisage d'évaluer si d'autres produits et services peuvent être élaborés pour un marché déterminé.
- ◆ Intérêts : les comptes de trésorerie des fonds de réserve et des fonds de roulement continueront de rapporter des intérêts. Compte tenu de la réduction du niveau des réserves, ces recettes devraient diminuer par rapport au présent exercice biennal.
- ◆ Dépenses d'appui : les fonds fiduciaires couvrent une partie des frais généraux administratifs, normalement environ 13%. Étant donné que les fonds fiduciaires devraient rester stables à moyen terme, ces dépenses d'appui devraient aussi rester stables.
- ◆ Nouvelles sources de recettes : à sa quarante-troisième session, le Comité administratif et juridique a demandé au Bureau de l'Union d'examiner la possibilité de mettre sur pied une base de données des dénominations et des descriptions variétales. Cette base de données pourrait servir à aider les Parties contractantes à

étudier si les conditions de protection des variétés candidates sont remplies. Les obtenteurs et les tiers pourraient aussi être intéressés par les informations fournies. Une politique des prix appropriée régissant les recherches dans la base de données doit être envisagée en tant que nouvelle source de recettes.

57. En ce qui concerne les ressources extrabudgétaires provenant des fonds fiduciaires ou des contributions de l'OMPI, les montants à moyen terme devraient se situer à un niveau comparable à celui atteint au cours des exercices biennaux précédents. Toute augmentation de ces montants allégerait la pression financière qui pèse sur le budget ordinaire en créant d'autres sources de recettes pour les activités inscrites au programme de l'UPOV.

[Les annexes suivent]

ANNEXE I

MÉTHODE UTILISÉE POUR ÉTABLIR LE BUDGET

La description de la méthode utilisée pour établir le budget ordinaire rationalise et précise la pratique budgétaire ainsi que le rôle des différentes sections contenues dans ce projet de programme et budget. Le processus de formulation du budget débute par l'élaboration du budget initial pour 2000-2001, suivie de l'établissement du budget 2000-2001 révisé et se termine par le projet de budget pour l'exercice 2002-2003 qui tient compte de la variation des ressources entre le budget 2000-2001 révisé et le projet de budget pour l'exercice 2002-2003. La variation des ressources entre les deux exercices biennaux découle soit d'une variation du programme, soit d'une variation des coûts. Le tableau 1 présente un résumé des principaux indicateurs examinés dans la présente annexe.

Budget initial 2000-2001 : le point de départ pour ce budget est celui qui a été présenté dans le document C/33/4 et dans son additif.

Budget 2000-2001 révisé : le budget révisé correspond au budget initial auquel ont été ajoutées les variations de ressources approuvées par les États membres dans le document CC/59/5. En outre, les dépenses estimées ont été réduites en fonction des économies prévues et les recettes ont été augmentées par suite de nouvelles adhésions à la Convention UPOV. La réduction des dépenses estimées ne doit pas être considérée comme une diminution des crédits budgétaires alloués par les États membres au Bureau de l'Union, mais assimilée à la volonté d'évaluer de façon réaliste le niveau des fonds de réserve et de roulement qui pourraient être disponibles à la fin de 2001.

Budget 2000-2001 révisé en fonction de la structure du programme adoptée pour l'exercice 2002-2003 : le budget révisé comprend également un tableau qui permet d'établir une comparaison entre les deux exercices, en procédant à un réalignement du budget révisé sur la structure proposée pour l'exercice 2002-2003.

Budget proposé pour l'exercice 2002-2003 : le budget proposé représente la somme de la variation des ressources et du budget 2000-2001 révisé. La variation des ressources tient compte des variations du programme, qui sont des changements traduisant des décisions nouvelles, et des variations de coûts, qui sont des changements découlant soit des effets sur toute la durée de l'exercice de décisions prises dans le passé, soit des changements exogènes qui doivent être pris en considération par le Bureau de l'Union.

Un plan des ressources établi pour une période de dix ans est présenté dans le document afin d'offrir une vue d'ensemble de données financières, y compris les estimations budgétaires et les mouvements des réserves. Ce plan devrait permettre de mieux évaluer la viabilité financière du Bureau de l'Union à moyen terme.

[L'annexe II suit]

ANNEXE II

CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES

(en francs suisses)

Contribution de 2000	Contribution de 2001	États membres	Nombre d'unités de contribution	Contribution payable en janvier 2002	Contribution payable en janvier 2003
53 641	53 641	Afrique du Sud	1,00	53 641	53 641
268 205	268 205	Allemagne	5,00	268 205	268 205
26 820	26 820	Argentine	0,50	26 820	26 820
53 641	53 641	Australie	1,00	53 641	53 641
80 462	80 462	Autriche	1,50	80 462	80 462
80 462	80 462	Belgique	1,50	80 462	80 462
10 728	10 728	Bolivie	0,20	10 728	10 728
13 410	13 410	Brésil	0,25	13 410	13 410
10 728	10 728	Bulgarie	0,20	10 728	10 728
53 641	53 641	Canada	1,00	53 641	53 641
10 728	10 728	Chili	0,20	10 728	10 728
26 820	26 820	Chine	0,50	26 820	26 820
10 728	10 728	Colombie	0,20	10 728	10 728
-	-	Croatie	0,20	10 728	10 728
80 462	80 462	Danemark	1,50	80 462	80 462
10 728	10 728	Équateur	0,20	10 728	10 728
80 462	80 462	Espagne	1,50	80 462	80 462
-	10 728	Estonie	0,20	10 728	10 728
268 205	268 205	États-Unis d'Amérique	5,00	268 205	268 205
26 820	26 820	Fédération de Russie	0,50	26 820	26 820
53 641	53 641	Finlande	1,00	53 641	53 641
268 205	268 205	France	5,00	268 205	268 205
26 820	26 820	Hongrie	0,50	26 820	26 820
53 641	53 641	Irlande	1,00	53 641	53 641
26 820	26 820	Israël	0,50	26 820	26 820
107 282	107 282	Italie	2,00	107 282	107 282
268 205	268 205	Japon	5,00	268 205	268 205
10 728	10 728	Kenya	0,20	10 728	10 728
-	10 728	Kirghizistan	0,20	10 728	10 728
40 231	40 231	Mexique	0,75	40 231	40 231
-	-	Nicaragua	0,20	10 728	10 728
53 641	53 641	Norvège	1,00	53 641	53 641
53 641	53 641	Nouvelle-Zélande	1,00	53 641	53 641
10 728	10 728	Panama	0,20	10 728	10 728
10 728	10 728	Paraguay	0,20	10 728	10 728
160 923	160 923	Pays-Bas	3,00	160 923	160 923
26 820	26 820	Pologne	0,50	26 820	26 820
26 820	26 820	Portugal	0,50	26 820	26 820
10 728	10 728	République de Moldova	0,20	10 728	10 728
26 820	26 820	République tchèque	0,50	26 820	26 820
-	-	Roumanie	0,20	10 728	10 728
268 205	268 205	Royaume-Uni	5,00	268 205	268 205
26 820	26 820	Slovaquie	0,50	26 820	26 820

Contribution de 2000	Contribution de 2001	États membres	Nombre d'unités de contribution	Contribution payable en janvier 2002	Contribution payable en janvier 2003
10 728	10 728	Slovénie	0,20	10 728	10 728
80 462	80 462	Suède	1,50	80 462	80 462
80 462	80 462	Suisse	1,50	80 462	80 462
10 728	10 728	Trinité-et-Tobago	0,20	10 728	10 728
26 820	26 820	Ukraine	0,50	26 820	26 820
10 728	10 728	Uruguay	0,20	10 728	10 728
2 918 066	2 939 522		55,40	2 971 706	2 971 706

[L'annexe III suit]

ANNEXE III

DÉFINITIONS DES RUBRIQUES BUDGÉTAIRES

Recettes par provenance

Contributions

Contributions des États membres selon l'article 26 de la Convention UPOV.

Publications

Recettes provenant de la vente des publications et des abonnements aux périodiques publiés par le Bureau de l'Union.

Intérêts

Recettes représentant les intérêts sur les dépôts en espèces.

Autres recettes

Toutes les recettes non répertoriées ci-dessus, y compris les ajustements comptables (crédits) relatifs à des années antérieures, les ajustements de change (crédits), les recettes correspondant aux "dépenses d'appui" relatives aux activités extrabudgétaires de l'UPOV financées par les fonds fiduciaires et la part de l'UPOV dans les recettes communes de l'OMPI.

Objets de dépense

Dépenses de personnel

Postes : rémunérations perçues par les fonctionnaires, en particulier les traitements, les indemnités de poste, les allocations familiales, les primes pour connaissances linguistiques, les paiements pour heures supplémentaires, les indemnités de non-résident, les primes d'affectation et les indemnités de représentation, ainsi que toutes les indemnités versées aux fonctionnaires et non comprises dans leur traitement, notamment la cotisation d'employeur à la caisse de retraite, la participation au régime d'assurance maladie, la dotation à la provision pour frais encourus lors de cessations de service, les allocations pour frais d'étude, les frais de déménagement, de voyage d'enfants pour leurs études, de voyage au titre du congé dans les foyers et d'installation au lieu d'affectation, les primes de l'assurance accidents professionnels, le remboursement des impôts nationaux sur le revenu perçus sur les traitements, allocations, indemnités ou primes versés par le Bureau de l'Union.

Engagements de courte durée : rémunérations et indemnités versées au personnel engagé pour des périodes de courte durée.

Voyages officiels et bourses

Missions de fonctionnaires

Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des fonctionnaires et des consultants du siège du Bureau de l'Union en voyage officiel.

Participation de fonctionnaires nationaux et de conférenciers

Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des fonctionnaires nationaux, des participants et des conférenciers se rendant à des réunions organisées sous l'égide de l'UPOV.

Bourses

Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance, droits d'inscription et autres dépenses relatives à la participation de stagiaires aux cours, séminaires et stages de longue durée.

Services contractuels

Services de conférence

Rémunérations, frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des interprètes; location de salles de conférence et de matériel d'interprétation; rafraîchissements et réceptions; et frais relatifs à tout autre service directement lié à l'organisation d'une conférence.

Consultants et experts

Toutes les dépenses liées à l'emploi de consultants, notamment : rémunérations, frais de voyage et indemnités journalières de subsistance, à l'exception des frais de mission des consultants du siège; honoraires versés aux conférenciers.

Publication

Travaux d'impression et de reliure réalisés à l'extérieur : revues; papier et impression; autres travaux d'impression; tirages à part d'articles parus dans les revues; brochures; traités; recueils de textes; manuels; formulaires de travail et autres travaux d'impression; production de CD-ROM, de cassettes vidéo, de bandes magnétiques et autres formes de publication électronique.

Autres services contractuels

Tous les autres services contractuels, notamment : honoraires des traducteurs de documents; location de temps machine pour le traitement informatique; dépenses de formation du personnel; frais de recrutement; et autres services contractuels externes.

Dépenses de fonctionnement et autres

Locaux et entretien

Toutes les dépenses afférentes à l'acquisition, à la location, à l'amélioration et à l'entretien de locaux à usage de bureaux et à la location ou à l'entretien de matériel et de mobilier.

Communications et autres dépenses

Dépenses comprenant les frais de téléphone, télégraphe, télécopie et courrier, y compris les frais de port et de transport des documents; toutes les dépenses générales de fonctionnement non répertoriées plus haut, notamment : assistance médicale, service logement, Tribunal administratif, Association du personnel, frais de représentation; frais bancaires; intérêts sur prêts bancaires et autres (à l'exception des prêts relatifs aux bâtiments); ajustements de change (débits); dépenses relatives à la vérification des comptes; dépenses imprévues et ajustements comptables (débits) relatifs à des années antérieures, et dépenses non prévues spécifiquement. De même, toutes les dépenses communes liées soit à des activités communes avec l'OMPI, soit à des services rendus par l'OMPI.

Matériel et fournitures

Mobilier et matériel

Achats de mobilier et de matériel, notamment : mobilier et machines de bureau; matériel de traitement de texte et de données; matériel utilisé pour les conférences; matériel de reproduction des documents; matériel de transport.

Fournitures

Toutes fournitures, notamment : papier et fournitures de bureau; fournitures de reproduction interne (offset, microfilms, etc.); livres de bibliothèque et abonnements à des revues et périodiques; uniformes; fournitures de traitement de données; logiciels et licences informatiques.

Programmes

Programme principal : le programme de l'UPOV consiste en un programme principal unique qui a été conçu de manière à répondre aux priorités définies par les membres de l'Union. Ses objectifs, ambitieux, sont regroupés par type dans les différents sous-programmes.

Sous-programmes : le programme principal de l'UPOV est divisé en quatre sous-programmes (UV.1 – UV.4). Chaque sous-programme a été élaboré à partir de plans de travail dont le coût a été évalué, la réalisation de ces sous-programmes étant mesurée par rapport à des objectifs prédéfinis. Cette méthode s'appuie sur une utilisation efficace et rentable des ressources et un système de reddition des comptes pour la mise en œuvre du programme.